Journée des initiatives territoriales pour l'emploi

Actes du séminaire du 23 novembre 2017

Parc des expositions et des congrès de Saint-Denis

organisé par la

Diecte DE LA RÉUNION

Direction des entreprises
de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi de La Réunion

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION

Sommaire

Edito 3

Ouverture de la journée 4-5

Présentation de la Jite 6-7

Les appuis de la DIECCTE aux entreprises, publics et territoires 8-9

Les enjeux en termes de dynamique économique sectorielle et d'emploi 10-11

Quelles solutions au niveau des territoires, en s'appuyant sur la coopération, la mutualisation des services, l'économie du partage ? 12-13

Signature de la convention de partenariat local « CitéLab » 14-15

Les secteurs d'activité porteurs d'initiatives territoriales pour l'emploi 16-19

Les comptoirs 20-25

Le guide pour l'emploi 26-27

www.reunion.dieccte.gouv.fr

Edito

Sylvie GUILLERY
Directrice de la DIECCTE

Le ministère du Travail et à travers lui la DGEFP a acquis une solide expérience en matière d'analyse et de valorisation des projets territoriaux pour l'emploi. Ainsi, depuis 2014, chaque année la DGEFP organise la journée des initiatives territoriales pour l'emploi (JITE).

Deux initiatives réunionnaises ont été valorisées lors de ces journées nationales. Dans le prolongement de la 4ème édition nationale, il est apparu naturel que la DIECCTE initie la déclinaison de cet évènement au niveau du territoire de La Réunion, terre d'innovation sociale.

La situation particulière de notre région implique bien souvent des projets territoriaux mobilisant inventivité, intelligence collective et coopération entre différents acteurs tant publics que privés. Cette démarche au service de l'emploi, des compétences et de l'attractivité du territoire témoigne également de notre créativité et de notre adaptabilité à consolider l'ancrage territorial des politiques publiques.

Cette première édition locale, en présence de Monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de La Réunion, a permis, au travers de nombreux témoignages, à plus de 200 acteurs du territoire, d'échanger sur les expérimentations, de la naissance de l'idée au développement du projet en passant par la construction progressive technique, financière et organisationnelle qui a conduit aux résultats de l'initiative. La possibilité nous est donnée aujourd'hui d'avoir envie d'essaimer ces pratiques avec agilité.

Au-delà de la valorisation des initiatives et expérimentations innovantes, cette journée a été l'occasion de renforcer les projets partenariaux en créant des liens ponctuels, prémices de réseaux à construire et de savoir-faire à transférer.

L'analyse des réponses au questionnaire de satisfaction nous encourage à renouveler ce type d'échanges en format souple et participatif, dont le succès partagé revient à l'équipe organisatrice de la DIECCTE et à nos partenaires ayant répondu présents pour livrer un bien commun de nos savoir-faire au service de La Réunion.

Ouverture de la journée

Amaury de SAINT-QUENTIN
Préfet de La Réunion

« Seul le prononcé fait foi »

Madame la chef de projet « démarche territoriale » de la DGEFP,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprises,
Mesdames et Messieurs les partenaires sociaux,
Mesdames et Messieurs les salariés,

C'est avec beaucoup de plaisir que je participe aujourd'hui à l'ouverture de cette première édition de la journée des initiatives territoriales pour l'emploi. Je voudrais avant toute chose adresser un mot de remerciements tout particulier à la directrice de la Dieccte et à toute son équipe pour l'organisation de cette journée.

Cette première édition de la « JITE » permet à notre territoire de s'inscrire dans une dynamique plus globale. Portée par le ministère du Travail, cette initiative est en effet nationale et sa 4ème édition s'est déroulée le 4 juillet dernier dans la ville de Saint-Denis, non pas ici vous le savez, mais en Ile-de-France. Dès lors, chacun pourrait penser que nous rattrapons aujourd'hui un retard… mais c'est un faux semblant !

La Réunion était en effet représentée lors de ces journées nationales et certains projets locaux y ont été mis sur le devant de la scène, à l'image cette année de l'initiative du « Comité stratégique régional de filière du numérique de La Réunion » qui mêle développement économique et développement des compétences en faisant converger vers un même objectif un grand nombre d'acteurs. Et en 2016 déjà, c'est la « Charte en faveur de l'emploi à La Réunion » qui avait été mise à l'honneur dans le champ de l'innovation sociale et entrepreneuriale. La Réunion n'est pas à la traîne. Et comme dans beaucoup d'autres domaines, notre territoire fait montre d'une grande capacité d'innovation.

Avant que cette journée ne commence, je voudrais d'abord revenir ici sur deux points qui me semblent importants. L'engagement des acteurs réunionnais en faveur de l'emploi d'abord. Mais aussi l'engagement de l'Etat par les réformes qu'engage le Gouvernement.

- **Le nouveau rendez-vous qui nous réunit aujourd'hui témoigne d'abord de la vitalité de l'action des acteurs économiques en faveur de l'emploi à La Réunion, de leur capacité d'innovation**. Cette première édition régionale de la journée des initiatives territoriales pour l'emploi s'inscrit en effet dans le prolongement d'une précédente initiative des services de la DIECCTE qui organisaient le 29 juin dernier un séminaire sur la transformation des métiers et des compétences. Les mutations du monde du travail induites par les nouvelles technologies, les nouveaux modes d'organisation des entreprises, la mondialisation des échanges ainsi que la contrainte tenant à la raréfaction de certaines ressources, imposent à tous les acteurs économiques de toujours plus changer leurs pratiques, de toujours plus innover. Je me félicite donc que vous soyez présents ici, mesdames et messieurs, en si grand nombre. Acteurs privés et acteurs publics, vous prouvez à nouveau aujourd'hui, que La Réunion parvient à unir ses forces, à joindre ses talents, à faire un effort commun pour le développement économique durable riche en emplois.

  L'atteinte d'un tel objectif impose à chacun de s'ouvrir aux autres, de sortir de sa logique de spécialisation, voire de confrontation, pour faire émerger des logiques plus collaboratives, des logiques plus inclusives. C'est à mon sens toute la signification des principes inscrits dans notre constitution énoncés dans le préambule de la constitution de 1946 tels que celui d'un « droit du travail respectueux de la dignité de la personne humaine », ou encore du droit pour « tout travailleur » de « participer par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises. »

- **C'est dans cette dynamique que le programme de travail du Gouvernement s'inscrit pour rénover le modèle social français.** Je voudrais revenir sur les 6 grandes réformes qui sont déjà pour partie et seront mises en oeuvre dans les prochains mois :
  - **Faire converger d'abord performance sociale et performance économique, en faisant évoluer le droit du travail.** La transformation des relations professionnelles prévue par les ordonnances réformant

le code du travail promulguées le 22 septembre dernier doit désormais prendre corps dans toutes les entreprises.

- **Redonner ensuite du pouvoir d'achat aux salariés de façon immédiate et visible** ; ce qui se traduira par la suppression des cotisations salariales sur l'assurance maladie et l'assurance chômage dans le cadre du PLFSS pour 2018.
- **Troisième axe, transformer la formation professionnelle** pour permettre à chacun de trouver sa place sur le marché du travail. Cette réforme sera fondamentale car elle sera un des principaux leviers d'adaptation des travailleurs aux nouvelles formes du travail.
  Dans ce cadre, l'esprit originel des contrats aidés sera restauré, en les recentrant sur les publics les plus éloignés de l'emploi, là où ils seront indispensables à la cohésion sociale et territoriale et en portant l'effort sur des dispositifs plus efficaces, capables de sortir durablement du chômage les personnes les moins qualifiées, dans le cadre d'une politique de l'emploi.
- **La quatrième réforme est celle de l'assurance chômage qui doit être ouverte aux démissionnaires et aux indépendants**. Elle doit inciter les entreprises à rallonger la durée des contrats.
- **Refonder l'apprentissage est la cinquième ambition fixée par le Gouvernement.** Elle permettra aux entreprises de développer massivement leur offre en direction des moins de 25 ans. Il s'agit ici de repenser en profondeur la conception que les jeunes ont de leur formation et de leur insertion sur le marché du travail.
- **Et enfin, rénover notre système de retraite.** Cette réforme, vous le savez, s'inscrit dans le temps long, celui des adaptations qui ont été apportées à l'assurance vieillesse depuis les années 1990 pour en garantir la soutenabilité.

Ces réformes font écho aux recommandations du prix Nobel d'économie James HECKMAN qui rappelait récemment – je le cite - qu'« une politique allant vers plus de flexibilité doit être accompagnée par des politiques d'allocation chômage, de formation et d'aide de retour à l'emploi. L'intérêt général justifie que l'Etat intervienne pour assurer le bon fonctionnement du marché du travail ».

Enfin – et ce sera le dernier point de mon propos – il faut être, tous ensemble, à la fois plus inventifs pour inclure les personnes plus éloignées de l'emploi. Il nous faut lutter contre les discriminations existantes sur le marché du travail et les freins à l'emploi. J'y attache une importance toute particulière car ces difficultés sont aggravées par les inégalités territoriales et les freins à la mobilité. J'ai ainsi par exemple eu l'occasion récemment de remettre les « Trophées H » qui récompensaient les employeurs faisant preuve d'un fort engagement dans le recrutement de personnes handicapées.

A cet égard, La Réunion accueillera prochainement le président du groupe SOS, M. Jean-Marc BORELLO, qui a été chargé par la ministre du Travail de la conduite d'une importante mission relative à la mobilisation des ressources, à l'innovation sociale et à la lutte contre les exclusions du marché du travail. En s'appuyant sur les initiatives des acteurs locaux, M. BORELLO pourra recueillir les bonnes pratiques comme les propositions concrètes, pour répondre aux questions suivantes :

- Comment sortir de la fragmentation des dispositifs d'aide et accompagner réellement vers l'emploi ceux qui en ont le plus besoin ?

- Comment faire se rencontrer le monde des « inclus » et celui des « exclus » qui trop souvent ne se croisent plus ?

Bref, je ne serai pas plus long car je souhaite que vous puissiez échanger et prendre le temps de travailler ensemble, c'est à cela que doit servir cette journée.

Cette journée témoigne de l'implication de l'ensemble des services de l'Etat pour donner corps à la territorialisation des politiques publiques en matière d'emploi et de développement économique. Cette journée témoigne surtout du ferme engagement des employeurs réunionnais dans la création de croissance et d'emplois. Je m'en félicite et vous en remercie.

Cette journée des initiatives territoriales pour l'emploi est donc bien une nouvelle occasion de démontrer comment La Réunion se saisit, anticipe les mutations économiques, les transitions économique, environnementale et numérique.

Cette journée des initiatives territoriales pour l'emploi doit nourrir le dialogue et stimuler l'émergence de projets créateurs de croissance et d'emploi au profit du plus grand nombre de nos concitoyens.

Je vous souhaite donc une fructueuse journée régionale des initiatives territoriales pour l'emploi !

Merci.

Présentation de la JITE

Chantal CARITEY
Chef de projets démarche territoriale - DGEFP

D'abord toutes mes félicitations pour la qualité du travail partenarial qui transparait dans l'organisation de cette journée et dans la qualité des projets que vous nous adressez chaque année pour la JITE nationale. Les DIECCTE sont les acteurs sur le terrain de la politique du Ministère du travail et il est important de montrer le travail réalisé ensemble.

Quels sont les objectifs de la JITE ? il s'agit d'innover et d'échanger, de repérer les bonnes pratiques.

Qu'est-ce qui est capitalisable ? Est-il possible d'essaimer ? Autant de questions auxquelles la JITE est une des réponses.

Les politiques d'emploi définies au niveau national sont mises en œuvre au niveau des territoires avec des marges d'innovation. Les démarches réussies s'appuient sur les synergies et les complémentarités des différents acteurs.

En 2014, on a fait le constat que beaucoup de choses se passaient sur le terrain sans qu'on puisse les observer et échanger. Chacun faisait de l'innovation sans le savoir ; quand on interrogeait les DIRECCTE et les DIECCTE sur les innovations, elles n'en avaient pas à présenter, mais en fait beaucoup de projets intéressants étaient déployés avec des résultats tout à fait intéressants.

Depuis 2014, la DGEFP organise un rendez-vous annuel, avec des séances plénières et des ateliers. Des acteurs non institutionnels sont invités à s'exprimer en plénière : un dirigeant de startup, le représentant d'une association, une plateforme...Les participants à la journée sont très variés : ils viennent des services de l'Etat, de Pôle emploi, des missions locales, entreprises d'insertion, associations, organismes consulaires...etc. De plus en plus des représentants des Régions participent également, ainsi que des Métropoles.

En quatre ans les JITE ont enregistré près de 1 800 visiteurs. Les retours sont très positifs et l'édition suivante est très attendue ; par ailleurs, la remontée de projets ne faiblit pas. Près de 600 initiatives nous ont été transmises, dont 200 ont pu être présentées. Une rubrique du site internet du Ministère du travail est consacrée aux initiatives pour l'emploi.

Vous y trouverez les journaux des JITE de 2014 à 2017, avec les résumés des projets présentés ainsi que des articles et des vidéos mettant en visibilité quelques démarches. L'année passée nous avons aussi eu des dessins humoristiques que vous pouvez retrouver sur le site et qui sont le reflet de cet esprit atypique de l'événement.

Pour mieux incarner ces projets dont je vous parle depuis tout à l'heure, je souhaite m'appuyer sur quelques exemples dont certains ne sont pas sans lien avec ceux qui sont présentés aujourd'hui.

Le premier exemple concerne la mise en œuvre d'une stratégie d'achat public en Hauts de France : une plateforme recense les marchés publics publiés par 60 donneurs d'ordre qui ont signé une charte d'engagement pour harmoniser leurs procédures. Parallèlement il y a un accompagnement des PME/TPE pour répondre à ces appels d'offres. Les petites entreprises ont ainsi un meilleur accès aux marchés publics.

Un autre exemple porte sur l'accompagnement des petites entreprises dans la digitalisation de leurs processus avec un angle d'approche « Qualité de vie au travail ». Ainsi une boucherie de la Sarthe a reconfiguré son espace de travail pour en faire un espace connecté en améliorant les conditions de travail. Sur le site du ministère du Travail, vous trouverez un dossier « Initiatives territoriales pour l'emploi » dans la rubrique Emploi avec notamment des actualités que nous alimentons régulièrement. Vous y trouverez une vidéo de ce boucher particulièrement intéressante.

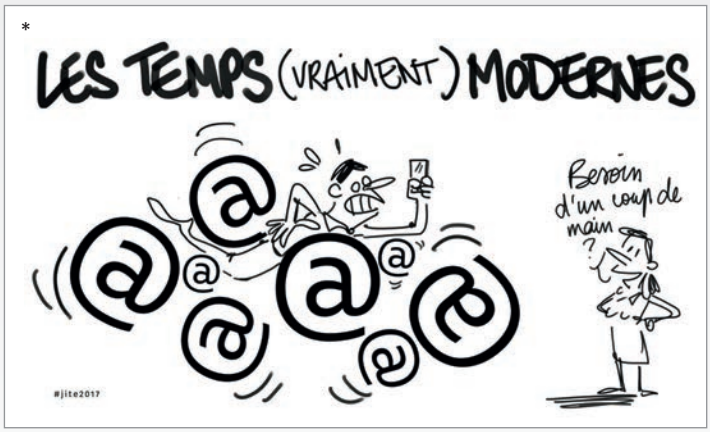
*

Dans le domaine de l'insertion, il y a une initiative en Hauts de France qui concerne les musées. Il s'agit de mettre des jeunes en immersion dans ces musées avec une diversité d'exercices : pratiques artistiques, analyse d'œuvres, de manière individuelle ou collective. Cela leur permet de travailler sur l'expression, la communication, la confiance en soi, avec des animateurs culturels et un art-thérapeute. Il s'agit aussi de découvrir le fonctionnement d'une entreprise à travers un musée. Le taux de retour à l'emploi de ces jeunes est d'environ 60 %.

À Rennes, le projet était de faire entrer des femmes dans les emplois issus de la clause sociale du BTP, car seuls les hommes y accédaient. Dans le cadre d'une expérimentation, ils ont repensé toute la préparation amont à la clause sociale en agissant notamment sur la représentation des métiers et les freins périphériques à l'emploi comme la garde d'enfants.

** L'utilisation ou la diffusion de ces dessins en dehors de la valorisation de la JITE 2017 est strictement interdite.*

Ils ont ainsi intégré 50% de femmes avec un taux d'insertion dans des emplois au titre de la clause tout à fait significatif. Dans le cas de cette démarche, une nouvelle expérimentation tentée l'année suivante n'a pas aussi bien marché. Il faut sans cesse remettre sur le métier.



Autre exemple : dans le département du Rhône, les 12 missions locales se sont organisées depuis plusieurs années avec un point d'entrée unique pour faciliter l'insertion dans le numérique. Elles ont créé ensemble un partenariat avec les entreprises, formé leurs conseillers, initié des visites d'entreprises. Elles organisent des ateliers et disposent d'un plus large réseau pour les stages, les parrainages…

Les projets recensés donnent une information très riche, on ne peut les reprendre tels quels mais il y a des idées et des manières de faire à retenir.

Nous sommes très contents qu'il y ait une déclinaison de la JITE à La Réunion. Pour le moment seules deux Régions en ont organisé une dans leur territoire : la Bretagne en février et La Réunion aujourd'hui.

Questions

Question de la salle :
C'est quoi la DGEFP ?

Chantal CARITEY :

C'est la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, direction d'administration centrale du ministère du Travail en charge de l'emploi et de la formation professionnelle. L'intitulé du ministère a changé mais pour autant, il couvre les domaines du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Question de l'animateur :
Vous organisez la JITE depuis 2014, avec de bons retours, pouvez-vous analyser un effet levier sur les projets ?

Chantal CARITEY :

Analyser l'essaimage est difficile car cela correspond aux conditions particulières d'un territoire mais on a pu constater que certains projets ont été boostés par la JITE par un surplus de visibilité vis-à-vis de leurs partenaires ; certains projets ont repris des idées présentées à la JITE, vous le verrez cet après-midi dans le « Guide du projet territorial pour l'emploi ».

En ce qui concerne l'essaimage on a pu constater que certains projets présentés étaient repris au sein d'un même réseau. D'un réseau à l'autre ce n'est jamais un projet complet, ce sont des idées, tout ou partie des méthodologies, des outils… qui sont repris. Des partenariats se créent aussi à la JITE, qui permettent de donner une autre dimension aux projets.

Question de la salle :
De quelle manière la DGEFP envisage-t-elle de capitaliser les expériences menées sur un territoire ?

Chantal CARITEY :

D'abord en créant de la visibilité avec le site internet sur la page ITE qui expose les expériences présentées chaque année, et aussi sur la page actualité où des articles sont postés chaque mois. Vous pouvez d'ailleurs y trouver une actualité sur la JITE de La Réunion. Enfin il y a le « Guide du projet territorial pour l'emploi ». D'autres outils sont à venir pour accompagner les porteurs de projets et donner envie à de nouveaux acteurs.

Les appuis de la DIECCTE aux entre

Dorothée BAREL
Chef de mission des politiques transversales et territoriales - DIECCTE

La DIECCTE (direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) est composée de plusieurs pôles :

✓ Le pôle T, garant de l'effectivité du droit du travail ;

✓ Le pôle C, régulateur du fonctionnement des entreprises en matière de concurrence, de conformité et de sécurité des produits ;

✓ Le pôle 3E - entreprise, emploi, économie - vise à soutenir la création et le développement des entreprises ainsi que la compétence des salariés. Il accompagne les demandeurs d'emploi et les personnes les plus exposées au risque d'exclusion du marché du travail.

Le pôle 3E est surtout vu sous l'angle appui et accompagnement, tandis que la mission régalienne des pôles T et C fluidifie la relation de travail et la relation commerciale, en tant que garant des politiques publiques.

Les grandes missions : informer, conseiller et contrôler

La DIECCTE vient en appui aux employeurs, aux salariés, aux jeunes, aux demandeurs d'emploi.... elle décline les dispositifs bien sûr, mais travaille aussi en mode projet, dans la transversalité et en partenariat. La DIECCTE fait beaucoup de choses mais ne peut les faire seule. Elle est pleinement intégrée à l'écosystème local : monde économique, relais emploi-formation, développement économique, international ... ses principes sont réalité, pragmatisme et action.

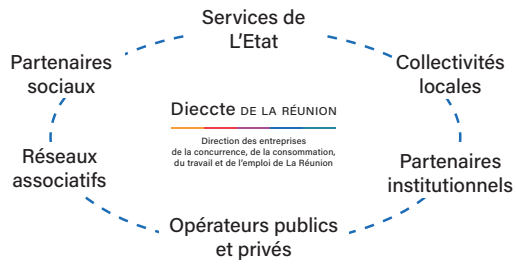
En matière d'accompagnement, les objectifs sont de favoriser la compétitivité, l'attractivité du territoire, la performance des entreprises réunionnaises, tout en garantissant la qualité de vie au travail. La mise en valeur des ressources humaines et des compétences va de pair avec une intégration du capital humain dans la stratégie de l'entreprise. Pour y arriver : identifier, qualifier, accompagner - c'est la méthode IQA - vous en saurez plus cet après-midi !

prises, publics et territoires

Quelques initiatives portées par la DIECCTE et ses partenaires, seront présentées cet après-midi dans les comptoirs « Transition » et « Insertion et réinsertion ». D'autres actions sont menées au long cours.

- **Formation**
  - Politique du titre, validation des acquis de l'expérience (VAE), alternance ...
- **Soutien aux filières, accompagnement des entreprises**
  - Programme « industrie du futur » pour identifier les potentialités de La Réunion et décliner ensuite les accompagnements adaptés ;
  - Transformation et digitalisation des entreprises artisanales avec un appel à projet lancé au niveau national (FISAC) ;
  - Label d'Etat « Qualité tourisme » pour les hôtels, restaurants, sites et lieux de visites décerné à 55 établissements à La Réunion, avec 18 nouveaux labélisés en 2017 ;
  - Dispositif PIJ pour le soutien à la création d'entreprise ;
  - Pôle de compétitivité QUALITROPIC, seul pôle de compétitivité présent dans les DOM ;
  - Clusters (TEMERGIE, GREEN) et associations professionnelles

Des Partenariats nombreux et multiformes :



- **International**

  C'est un domaine évident quand l'entreprise est armée, qu'elle a du potentiel, qu'elle est volontaire pour regarder au-delà de ses frontières mais c'est un pari et il ne faut pas minimiser les risques. À La Réunion il existe un réseau de professionnels et d'experts qui savent accompagner l'entreprise avec des outils performants. Ces accompagnateurs ont décidé de se coordonner dans la Maison de l'export, un guichet d'accueil et d'orientation. Un petit exemple : le VIE, (Volontaire international en entreprise) qui a fait l'actualité il n'y a pas très longtemps avec le lancement du Grand prix VIE. Les dossiers sont à déposer jusqu'en mars 2018. Ce dispositif permet aux entreprises de confier une mission à un jeune à l'étranger, sur une courte période de 6 à 24 mois renouvelable une fois, pour dynamiser son réseau à l'export, consolider ses parts de marché. Deux VIE sur trois sont embauchés à l'issue de leur contrat.

- **Mutations économiques**

  Sécuriser les parcours, mettre les ressources humaines au cœur de la stratégie de l'entreprise, accompagner les acteurs économiques pour renforcer le dialogue social et territorial : ces points seront traités cet après-midi à travers la gestion des âges et des parcours, avec des témoignages.

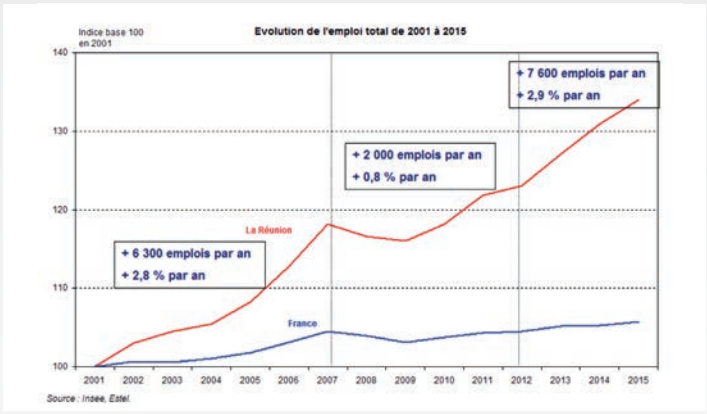
  En conclusion, le développement économique sert l'emploi et l'emploi sert le développement économique. Le décloisonnement, la transversalité et le partenariat sont nécessaires.

Les enjeux en termes de dynamique

Aurélien DAUBAIRE
Directeur régional de l'INSEE Réunion-Mayotte

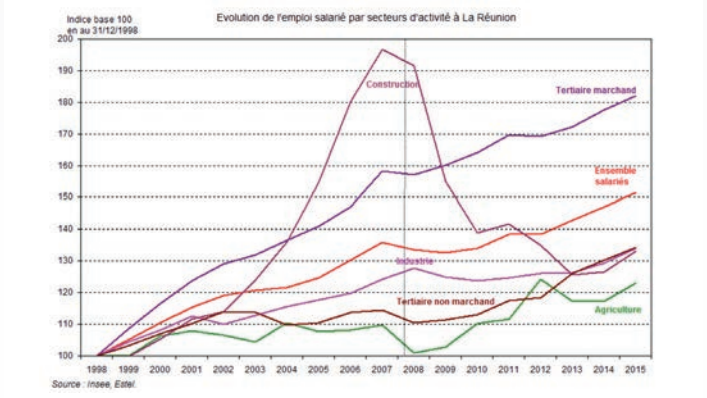
La Réunion est un département qui crée beaucoup d'emplois, à un rythme plus rapide que la moyenne nationale.

La Réunion, une des régions les plus dynamiques en créations d'emplois



Dans les années 2000 La Réunion a connu à un rythme quasiment constant de 3 % de croissance de l'emploi chaque année. Le territoire a souffert de la crise, avec deux années de baisse nette de l'emploi en 2008 et 2009. Depuis la création d'emploi connait des rythmes de croissance importants, presque 3 % chaque année. Seul le chiffre de 2016 est plus faible avec 1,7 %. La croissance du PIB est elle aussi supérieure au rythme national avec 3 % de croissance du PIB l'année dernière.

Forte croissance de l'emploi dans les services marchands depuis 15 ans



Par grands secteurs d'activité, le secteur qui s'est le plus développé est le tertiaire marchand. C'est une tendance de longue période quasiment partout dans les pays développés ; l'industrie et la construction engendrant des gains de productivité importants, créant des richesses alimentant de nouvelles consommations, et augmentant l'activité des services par l'externalisation de certaines fonctions. L'emploi dans l'industrie est en hausse régulière. Quant à la construction elle évolue au fil des cycles d'investissement, publics ou privés.

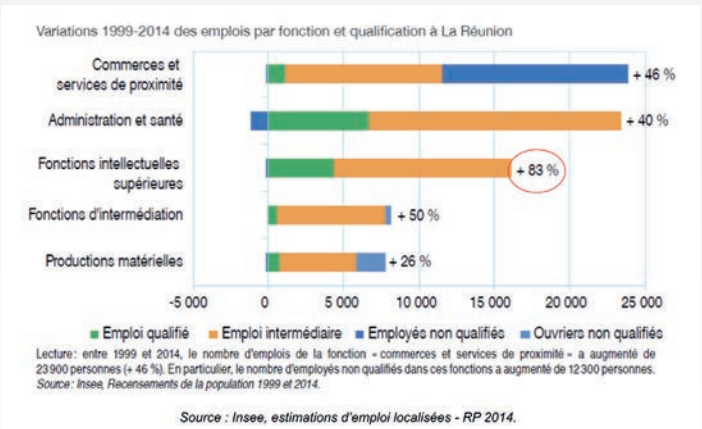
Zone d'emploi du Nord : un dynamisme de l'emploi deux fois moins fort, mais le taux d'emploi le plus élevé

Zone d'emploi	*Evolution annuelle moyenne de 1999 à 2014 (en %)*	*Taux d'emploi des 15-64 ans en 2014 (en %)*
Nord	1,5	49
Ouest	3,2	46
Sud	2,8	43
Est	3,0	41
La Réunion	**2,4**	**45**

Source : Insee, estimations d'emploi localisées - RP 2014.

Selon les parties du territoire on peut noter que le Nord a un taux d'emploi plus important et une population plus qualifiée mais une croissance de l'emploi un peu plus faible.

L'économie de proximité crée beaucoup d'emplois

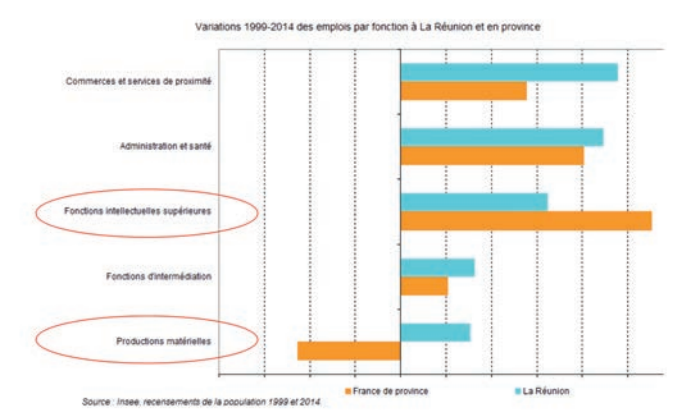


Source : Insee, estimations d'emploi localisées - RP 2014.

En distinguant les fonctions économiques on peut remarquer que, depuis quinze ans, le plus grand nombre d'emplois a été créé dans les fonctions « commerce et services de proximité ». L'économie réunionnaise est donc largement résidentielle, en grande partie orientée vers la satisfaction des besoins de la population présente. Viennent ensuite les fonctions « administration et santé », dans le secteur public, mais aussi privé, y compris l'économie sociale et solidaire. Les « fonctions intellectuelles supérieures » regroupent les travaux de conception, recherche et développement, conseil, gestion, expertise… Elles ont créé également beaucoup d'emplois, plus de 15 000 en une quinzaine d'années. Les fonctions de « production matérielle » par exemple l'industrie, l'artisanat ou l'agriculture ont aussi créé des emplois.

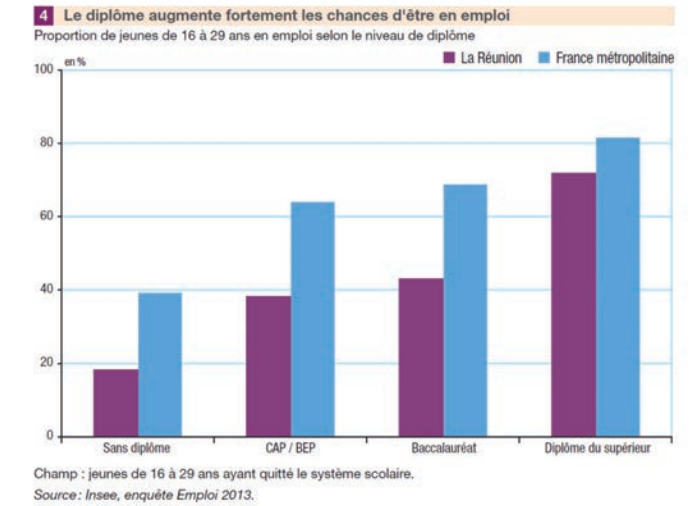
économique sectorielle et d'emploi

Des créations d'emploi dans les fonctions intellectuelles supérieures, mais moins qu'ailleurs



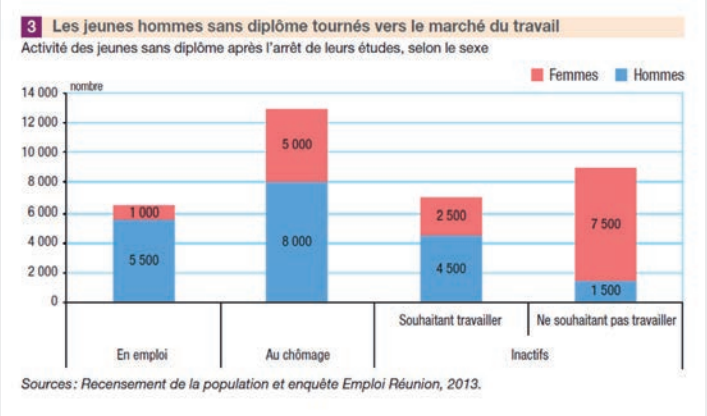
En taux d'évolution, ce qui vient en premier ce sont les « fonctions intellectuelles et supérieures » dont le nombre d'emplois a presque doublé (+83%). C'est assez remarquable, même si la même évolution existe ailleurs. Les emplois créés ne sont pas que des métiers très qualifiés, ces fonctions créent aussi des emplois de qualification intermédiaire. Les emplois intermédiaires sont les plus représentés dans les emplois créés depuis quinze ans, que ce soit dans le commerce et les services de proximité, dans l'administration et la santé ou dans les fonctions productives.

Le diplôme, passeport pour l'emploi



A La Réunion, la population est moins qualifiée que la moyenne nationale, la part des diplômés du supérieur est plus faible, ainsi que celle des qualifications intermédiaires, mais cela évolue. Avoir un diplôme augmente très fortement les chances d'être en emploi. On enfonce une porte ouverte en le disant, mais le graphique montre à quel point cette réalité est effective. Moins de 20 % des personnes sans diplôme sont en emploi, les autres sont inactives ou au chômage. Au contraire, les diplômés du supérieur sont à 70 % en emploi. Cet écart énorme montre le lien entre degré de qualification et emploi. Le handicap des non-diplômés est même encore plus fort à La Réunion qu'en moyenne nationale. Les enjeux de la formation sont donc énormes, comme ceux de la mobilité, pour aller prendre un emploi là où il est offert.

Hommes et femmes sans diplôme
Un positionnement différent par rapport au marché du travail



Un éclairage sur les publics les plus éloignés de l'emploi est donné par la situation des jeunes de 15 à 29 ans ayant terminé leurs études. Une petite partie des jeunes qui n'ont pas de diplôme sont en emploi, mais quasiment pas les jeunes femmes. Une grande partie sont au chômage et cherchent du travail, beaucoup d'autres sont inactifs et restent en retrait du marché du travail. Difficile de dire si c'est par choix, par contrainte, par découragement. Cependant, quand on leur demande s'ils souhaitent travailler, un bon tiers de ces inactifs répondent oui.

Question de l'animateur :
Quels sont les éléments à retenir sur l'impact de ces évolutions sur l'emploi local ?

Aurélien DAUBAIRE :

Le mouvement de développement économique entraine la création d'emplois à forte qualification ou de qualification intermédiaire, très peu d'emplois non qualifiés (ouvrier ou employé sans qualification particulière). Ce type de développement économique demande une hausse des qualifications en formation initiale et en formation professionnelle. Les tendances qui se dessinent donnent une grande place au numérique, à la transition énergétique. Un autre secteur prendra de l'importance de manière certaine, c'est le soin aux personnes très âgées et dépendantes qui sont actuellement peu nombreuses et dont le nombre va être multiplié par quatre ou cinq dans les décennies à venir.

Quelles solutions au niveau des territoi la mutualisation des services, l'écono

Jean-Paul VIRAPOULÉ
Maire de Saint-André et Vice-président du Conseil régional

Je salue d'abord la présence de monsieur le préfet, je voulais absolument participer à cette conférence car je considère qu'après la sécurisation institutionnelle de la départementalisation, après l'égalité sociale, après les grands équipements, après la politique d'import-substitution qui a développé l'industrie pour les besoins locaux, cela ne suffit pas, cela ne crée pas suffisamment d'emplois pour la jeunesse qui monte si l'on ne se tourne pas vers l'exportation de notre savoir-faire. Des conférences comme celle-là peuvent nous amener à décliner les conditions de la réussite.

La première condition de la réussite c'est un partenariat, main dans la main, entre l'Etat, les élus et les acteurs économiques. Il faut mettre de coté son égo et les ladilafé. Il faut regarder le monde tel qu'il est : ou on est réactif, ou on est compétitif, capable de conquérir des parts de marché en Europe, et les Réunionnais commencent à le faire, j'ai vu des boites de Royal Bourbon dans les superettes de la région parisienne. Il faut avoir confiance, on investit dans l'éducation, dans l'université, on envoie des jeunes se former partout dans le monde et l'économie mondialisée nous offre une chance, celle de valoriser nos atouts. Je suis à Paris pour cela, pour plaider auprès de ceux qui peuvent nous aider à nous développer tous ensemble. La première activité à développer, c'est l'activité maritime, M. Macron et M. Junker l'ont dit en Guyane et c'est écrit dans la communication de l'Union européenne.

L'économie bleue c'est la grande chance de La Réunion. Il faut inventer des énergies durables et non pas intermittentes. Avec NAVAL GROUP nous avançons vers une centrale d'énergie thermique des mers, l'eau froide et l'eau chaude formant un couple de chaleur qui fait tourner une turbine pour produire de l'électricité. L'eau de mer peut aussi être filtrée et mise en bouteille et consommée pour rester jeune. Nous avançons avec l'OREAL et Sophia Antipolis pour mettre au point des produits cosmétiques marins. Hawaï réalise 30 milliards d'export sur ce créneau, si nous n'en faisions qu'un ce serait déjà énorme, ce serait des milliers d'emplois.

En ce qui concerne le trafic maritime il faut avoir confiance, c'est un défi de dire que nous serons la porte de l'Europe dans l'océan Indien, l'expression n'est pas de moi, elle est de la commissaire à la politique régionale européenne. Il passe 400 bateaux par jour au large de La Réunion et dans les cinq ans qui viennent on va ravitailler les bateaux en gaz naturel liquéfié. Dans cette perspective il ne s'agit pas de concurrencer le port actuel, qui serait renforcé dans le domaine logistique des conteneurs. Mais vous ne pouvez pas mettre des réservoirs de GNL dans la ville du Port, il faut donc de nouveaux services maritimes et on peut les développer à Saint-André.

Trois projets sont envisagés :

✓ celui de NAVAL GROUP pour l'énergie thermique des mers ;

✓ un projet de « Station service » pour le ravitaillement gazier et alimentaire des bateaux qui passent ;

✓ une cale de carénage pour la réparation navale.

Dans le domaine maritime il faut avoir confiance, nous sommes maintenant inscrits dans le réseau des grands ports européens, nous avons droit aux crédits de « l'autoroute de la mer » et nous pouvons participer à l'appel à projet pour le grand port réunionnais en mars 2018. Je compte pour cela sur l'aide de tout le monde pour défendre notre projet à Bruxelles. L'enjeu est important, ce n'est pas à l'horizon de ma génération, dans les décennies à venir La Réunion sera une terre d'exportation et surtout une terre de référence.

Le numérique est la colonne vertébrale de tous ces projets et donc aussi la formation. Si on n'est pas qualifié et spécialisé on n'est pas productif et on ne rentre pas dans l'économie mondiale. Nous avons donc ouvert l'école du numérique et l'université EPITECH, et nous attendons BIOTECH, pour former des bac+5 qui débutent à 3 500 € et qui manquent par milliers en Europe.

Cette politique n'est pas élitiste, les emplois ne sont pas réservés aux ingénieurs et au personnel qualifié, quand on créée des filières de production, dans le maritime, l'énergie, l'agroalimentaire... cela concerne tous ces jeunes qui n'ont que la perspective des emplois aidés. Le secteur des plantes médicinales va aussi devenir un atout sérieux pour le développement économique de La Réunion. La CIREST va signer à ce sujet une convention avec la Technopole de Sophia Antipolis. Quand on est fourmi on ne peut pas traverser la rivière mais si on monte sur le dos d'un éléphant, on traverse la rivière – première d'Europe. Nous serons producteur en mettant nos terres en valeur et les laboratoires les transformeront et les commercialiseront.

Des réunions comme celle-là devraient nous amener à avoir confiance, je trouve que le créole pleure trop, mais le proverbe dit « pa kapab lè mor san essayé » ; Aujourd'hui nous avons tous les atouts dans la main, nous n'avons pas à rougir , l'Europe nous ouvre de nouvelles possibilités, l'État nous dit qu'il vaut mieux produire et exporter plutôt que d'attendre une solidarité qui s'est déjà bien exprimée, emparons-nous donc des outils à notre disposition. Il reste à accélérer les prises de décision, il faut simplifier les courroies de transmission afin que nous soyons à l'heure du monde pour conquérir des parts de marché.

M. le Préfet

Après les interventions passionnantes de ce matin je voudrais reprendre un mot-clé de l'intervention de M. VIRAPOULÉ, c'est le mot « ensemble ». Quels que soient les projets et les initiatives portées par nos territoires nous ne pouvons réussir si nous ne sommes pas ensemble. Nous ne sommes plus dans la verticalité. Les enjeux sont transversaux et il faut y apporter des réponses transversales, en équipe. L'action est à l'image de la chaîne constituée de maillons : le maillon de l'Etat, des services d l'Etat, le maillon des entreprises, celui des grands acteurs institutionnels, le maillon des associations, des collectivités territoriales.... Cette chaine ne trouvera sa cohérence que si chacun des maillons joue son rôle. J'attends de journées comme celle-ci qu'il y ait une véritable prise de conscience de la nécessité de travailler ensemble et de jouer collectif. Si le territoire n'acquiert pas ce réflexe, quels que soient les sujets, et surtout sur celui de l'emploi et des publics les plus éloignés de l'emploi, qui est une grande souffrance et nécessite une réponse rapide, nous n'arriverons pas aux objectifs que nous nous sommes fixés. Le message c'est donc : travailler en collectif, jouer le groupe

Merci à tous les organisateurs de cette journée, merci à toutes et à tous

res, en s'appuyant sur la coopération, mie du partage ?

Théodore HOARAU
Président de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire

J'interviens ici en tant que témoin et acteur de l'économie sociale et donc avec un propos subjectif et une totale liberté de parole qui admet les critiques.

Je voudrais d'abord lever quelques ambiguïtés, j'entends souvent comparer les termes suivants :

- Économie sociale et économie privée : l'économie sociale n'est pas une économie publique, c'est une économie collective qui fait partie du secteur privé.
- Économie sociale et économie marchande : de nombreuses entreprises de l'ESS appartiennent à l'économie marchande : le crédit agricole, la BRED, les assurances - qui sont majoritairement dans l'économie sociale - les établissements de santé, les coopératives agricoles...
- Secteur non lucratif et bénéfices : un secteur est dit non lucratif quand il n'a pas d'actionnaires et ne distribue pas de dividendes, cela ne signifie pas absence de bénéfice car une entreprise qui ne fait pas de bénéfices, fut-elle de l'ESS, est appelée à disparaitre.

J'ai l'habitude de tracer un axe qui va du social à l'économique. On trouve ainsi, à partir du plus social, les associations, au milieu, les mutuelles et du coté de l'économique, les coopératives. Les associations ont une préoccupation exclusivement sociale et c'est parfois dommageable car certaines associations oublient les considérations économiques qui leur permettraient de réaliser durablement leurs objectifs. Dans les mutuelles il y a un équilibre entre l'économique et le social, elles ont des préoccupations gestionnaires à coté de la finalité sociale. Pour les coopératives, le projet est plus souvent sociétal avec une dominante économique pour être plus performant.

Il y a tout de même un socle commun à toutes ces organisations c'est la finalité sociale, ou sociétale, la primauté de l'homme sur le capital, qui se traduit par l'absence de dividendes, la démocratie - un homme, une voix - et une gouvernance très équilibrée. Le projet est porté par des militants, des bénévoles, qui représentent le mouvement mais il faut qu'il y ait un outil, des collaborateurs, pour porter le projet au quotidien. Pour que ça marche il faut que le couple président - qui représente le mouvement - et directeur- qui représente l'entreprise - soit vraiment très soudé.

Les entreprises de l'économie sociale ne sont pas de entreprise comme les autres mais elles ont les mêmes préoccupations, gestionnaires, économiques, financières. Comme souvent les femmes dans la société, elles doivent apporter des preuves supplémentaires de leurs compétences. J'appelle cela l'équation d'excellence.

Prenons l'exemple des mutuelles, quand vous avez une réalisation mutualiste les adhérents estiment que cela a été créé avec une partie de leurs contributions, donc ils attendent le meilleur service au meilleur coût. Pour avoir le meilleur service, il faut que vous ayez les meilleurs professionnels, que vous devez attirer avec les meilleures conditions de travail, notamment de rémunération. Pour le meilleur prix, il faut réduire les marges tout en dégageant des excédents car une entreprise qui ne dégage pas d'excédents est appelée à disparaitre. Depuis quelques années les entreprises de l'économie sociale ont le régime fiscal du droit commun, mutuelles et coopératives sont soumises à l'impôt sur les sociétés.

Il y a trente ans on appelait l'économie sociale le tiers secteur, entre le secteur public et le secteur capitaliste. L'électrochoc est venu de l'Europe, il y a une décennie, qui a balancé l'économie sociale sur le marché. Les mutuelles notamment ont du accepter les contraintes du marché, sans perdre leur âme et leurs valeurs. L'Europe dit clairement qu'elle reconnait les activités et non les acteurs. Les mutuelles sont ainsi considérées comme des assureurs et traitées de la même façon. La plus-value sociale apportée par les mutuelles n'est pas reconnue par l'Europe, ni la qualité de sociétaire.

L'économie sociale est regardée à travers le prisme du capitalisme, par exemple à travers les emplois qu'elle crée. Mais à l'origine de l'économie sociale il y a d'abord un projet porté par des femmes, des hommes, des militants, des bénévoles, cela crée de l'emploi mais le projet n'est pas d'abord de créer de l'emploi. On parle des 20 000 emplois de l'ESS mais on oublie que le projet est porté par plus de 100 000 militants et bénévoles sans qui cela ne pourrait avoir lieu. On parle de la formation des salariés mais rarement des militants et bénévoles. Les mutuelles et les coopératives ont les moyens de le faire, moins les associations.

Le danger qui guette l'économie sociale est la banalisation, les critères retenus pour nous décrire sont ceux de l'économie capitaliste. On oublie la solidarité, alors que souvent les entreprises de l'économie sociale arrivent à la transcender et à faire preuve de générosité. Elles prouvent que la solidarité et l'efficacité sont compatibles. Nous sommes fiers de créer des emplois durables car répondant à des besoins territoriaux.

Question de la salle :

Quelle est la part de l'ESS dans l'économie réunionnaise ?

Théodore HOARAU :

En PIB j'aurais du mal à vous le dire, tant l'économie sociale est transversale et insérée dans l'économie générale dont elle constitue à peu près 10 %. Elle compte à peu près 25 000 salariés, 2 000 établissements.

Sylvie GUILLERY :

Je retiens de votre intervention qu'elle réconcilie différentes formes d'entrepreneuriat qui trop souvent s'ignorent ou s'opposent. Ce qui importe c'est de développer des approches collaboratives, dans le respect des valeurs et des modèles économiques qui les sous-tendent. Il faut arrêter d'opposer les modèles. L'économie sociale est dans une démarche inclusive, tout en étant performante et en créant de la valeur. L'économie classique peut aussi prôner des valeurs et s'ancrer dans les territoires, avec un effet démultiplicateur de l'interaction avec l'économie sociale.

Question de la salle :

Comment l'offre de formation s'adapte-t-elle aux enjeux de la transition économique ?

Sylvie GUILLERY :

La réforme de la formation est actuellement en cours au niveau national et l'objectif est bien évidemment de rapprocher l'offre de formation, les besoins des entreprises et ceux des salariés, des demandeurs d'emploi et des auto-entrepreneurs. Les discussions ont commencé avec les partenaires sociaux et avec les conseils régionaux qui sont en charge de ce sujet pour adapter l'offre aux conditions particulières des territoires.

Chantal CARITEY :

Un des objectifs est de donner une place importante aux branches professionnelles, les métiers évoluent très vite et les diplômes n'ont pas suffisamment de réactivité. Les méthodes de travail de l'appareil de formation doivent changer.

Question de la salle :

Quels sont les freins à la mobilité professionnelle, d'un métier à l'autre, et géographique, pour ce déplacer vers l'emploi ou vers la formation ?

Sylvie GUILLERY :

Quand on parle de mobilité à La Réunion on pense souvent à mobilité vers l'extérieur « pour sauter la mer » où les dispositifs existent. La mobilité infra-territoriale reste un problème : comment un jeune qui habite à Saint-André peut-il répondre à une offre d'emploi à Saint-Denis ? Il s'agit là d'une question récurente. Au-delà des difficultés de déploiement deumeurent d'autres questions. La garde d'enfants et les problématiques de santé.

Chantal CARITEY :

Le problème de la mobilité ne date pas d'aujourd'hui et si on avait la solution on le saurait déjà. Ce n'est pas propre à La Réunion, au sein d'une région les gens, souvent, ne sont pas mobiles et les jeunes pas toujours plus. Ils vont en vacances à l'autre bout du monde mais aller travailler un peu plus loin de chez eux n'est pas aussi simple. Par exemple, un jeune qui veut changer de région a des problèmes de logement, tant qu'il n'a pas un CDI il lui faut un garant... il y a beaucoup de problèmes connexes et on n'avancera pas sur ce sujet sans décloisonner. On constate tout de même que quand les gens ont gouté à la mobilité le pas est plus facile à franchir.

Bernard PICARDO, Président de la chambre des métiers et l'artisanat :

Je voudrais donner quelques informations sur la formation et la mobilité. Nous sommes très impliqués dans l'apprentissage et souhaitons remettre en avant les métiers manuels. Après avoir orienté nos jeunes pendant de longues années vers d'autres types de métier cela devient difficile de faire la promotion des métiers de l'artisanat. Le Gouvernement doit prendre en compte les outils que nous avons, notamment en matière de communication, il nous faut mettre en avant nos métiers, en parler de manière positive. En matière de mobilité beaucoup a été fait mais la géographie de l'île de La Réunion reste compliquée Au titre de l'artisanat nous avons la chance de pouvoir offrir des formations et de emplois de proximité, nous pouvons inciter des entreprises à prendre des jeunes du quartier.

Chantal CARITEY :

Pour la nouvelle campagne sur l'apprentissage qui va commencer la communication vise notamment les parents, qui n'en ont pas toujours une vision positive, et aussi les jeunes.

Signature de la convention de partenariat local « CitéLab »

Ravy VELLAYOUDOM
Président de la MDEN

Monsieur le préfet de La Réunion,
Monsieur le président de la CINOR,
Mesdames et Messieurs les élus,
Messieurs les Présidents des chambres Consulaires et des structures d'accompagnement à la création d'entreprise,
Madame la directrice de la DIECCTE
Madame la directrice régionale de la Caisse de dépôt et de consignation,
Chers partenaires des structures d'accompagnement à la création d'entreprise,
Chers partenaires du service public de l'emploi de proximité,
Mesdames et messieurs,

C'est avec plaisir que la maison de l'emploi du Nord signe aujourd'hui, avec l'ensemble des partenaires, la convention de partenariat locale relative à la mise en place du dispositif CitésLab, réseau d'amorçage des projets.

Je voudrais tout d'abord, remercier le président de la CINOR, pour son engagement et son soutien logistique et financier à la mise en œuvre de cet outil.

Je remercie également, l'Etat et la Caisse des dépôts et de consignation pour leur soutien financier et leur contribution technique.

Je veux également remercier tous les partenaires de ce dispositif pour leur implication et leur appui indispensable à son bon fonctionnement.

Le réseau d'accompagnement à la création d'entreprise travaille efficacement sur notre territoire mais la détection des porteurs de projets et l'émergence des idées devaient être largement encouragées. Il est apparu indispensable de favoriser le passage de l'idée au projet et d'améliorer la lisibilité de l'offre de service de l'ensemble du réseau d'accompagnement à la création d'entreprise.
C'est donc suite à une large concertation avec l'ensemble des acteurs de l'accompagnement à la création d'entreprise, et fort de trois ans de mise œuvre de ce dispositif qui a largement démontré son utilité et son efficacité que l'ensemble de partenaires, en signant la convention de partenariat locale, décident de renouveler, de développer le dispositif CitésLab et de l'ancrer dans l'offre de service du parcours entrepreneurial du territoire.

Cet outil de développement de la création d'activité au sein des quartiers prioritaires politique de la ville, disponible gratuitement pour tous, s'adresse notamment aux personnes les plus en difficultés et éloignées de l'emploi.

En effet, de nombreuses personnes et notamment des jeunes détenteurs de savoir-faire, d'idée, de diplôme ne trouvent pas d'emploi. La volonté ou l'envie d'exercer leur activité au sein de leur propre structure existe, mais trouver le bon interlocuteur reste difficile. Il est donc primordial que les créateurs potentiels soient informés et accompagnés pour réaliser leurs projets. Disposer de cette offre de services en proximité est indispensable car encourager le premier pas permet aux idées de se transformer en projets opérationnels.

Avec CitésLab, les porteurs de projets bénéficieront d'un accueil, d'un accompagnement et d'une orientation spécifique en fonction de la maturité et de la nature de leur projet de création d'entreprise.

Je vous invite à donc tous à venir oser concrétiser vos projets avec CitésLab. Et pour conclure je souhaite partager avec vous cette phrase de Martin Luther King : « Croyez en vos rêves et ils se réaliseront peut-être. Croyez-en vous-même et ils se réaliseront sûrement ».

Les signataires de la convention, de droite à gauche :
Gérald MAILLOT, Président de la CINOR - Ravy VELLAYOUDOM, Président de la MDEN - Amaury de SAINT QUENTIN, Préfet de La Réunion - Bernard PETIN, Président de Réunion Active - Yannick TIMBOU, Comptable de la couveuse Réu.sit représentant le Président Joël XAVIER - Ibrahim PATEL, Président de la CCIR - Dominique SERY, Directeur d'Initiative Réunion Entreprendre représentant le Président Jacques GUILLAMOT - Jimmy BERFROI, Adjoint au Directeur Régional de l'ADIE Réunion - Mayotte représentant le Directeur Régional, Monsieur David GONDONNEAU - Bernard PICARDO, Président de la CMAR - Nathalie INFANTE, Directrice Régionale de la CDC

Les secteurs d'activité porteurs d'initia

Filière alimentaire

Jean-Pierre AVRIL
Président de la coopérative VIVEA

Je suis un producteur de fruits et légumes, avec mon épouse, depuis 27 ans. Notre fille est venue nous rejoindre il y a quatre ans après avoir fait une formation d'ingénieur. Nous avons fait le choix dès le début de nous inscrire dans le modèle coopératif. Tous seuls nous n'avions aucune chance de travailler avec une qualité de vie et de nous inscrire dans le jeu des acteurs. Quand La Réunion a fait le pari de l'import-substitution dans les années 70 nous nous sommes inscrits dans ce mouvement. Il fallait que la population réunionnaise trouve une offre alimentaire diversifiée, de qualité, toute l'année malgré l'exiguïté du territoire et les contraintes économiques. On a vraiment substitué une part importante de l'importation de produits de première nécessité par une offre locale que j'estime aujourd'hui être de qualité. Le consommateur de base n'est pas moins bien servi ici que dans d'autres régions en matière de fruits et légumes et de produits animaux.

Le résultat a été de maintenir l'activité agricole sur l'ensemble du territoire y compris dans les endroits les plus difficiles, sur les pentes de Cilaos ou les laves de Saint-Philippe. Il y a de l'activité partout et les producteurs mettent en œuvre leur savoir-faire même s'il n'est pas souvent reconnu par un diplôme. Nous avons ainsi maintenu 6 000 exploitations sur notre petit territoire, ce qui stupéfie nos collègues de métropole. Cela rend plus difficile l'accès à l'emploi salarié mais cela ne veut dire qu'il n'y a pas de besoins. Nous avons imaginé des outils pour que de très petites exploitations qui ont des besoins de main-d'œuvre saisonniers puissent y recourir. La solution a été le groupement d'employeurs, cela ne demande qu'à se développer, c'est à l'image de toute notre agriculture. Je rassure les jeunes : ce qui reste à faire est à la hauteur des têtes bien pleines que nous avons réussi à former. Il faut changer de braquet et faire travailler ensemble non seulement les producteurs, mais aussi les chercheurs, comme cela se fait au pôle de compétitivité.

Si nous changions nos manières de raisonner sur les questions de production et de marché nous pourrions relever des challenges essentiels. J'en vois au moins trois :

- ✓ mieux alimenter l'industrie locale car beaucoup de produits sont importés quand ils sont transformés ;
- ✓ faire reconnaitre la qualité de nos produits à l'étranger et exporter ;
- ✓ mettre en valeur notre exceptionnelle biodiversité.

L'extraction de molécules à finalité médicale, cosmétique ou de compléments alimentaires rejoint le savoir-faire patrimonial de nos tisaniers et cela pourrait vraiment devenir une nouvelle filière économique pour La Réunion. Cela suppose que tout soit calé scientifiquement et que toute la chaine économique s'installe. Avec tous ces produits nouveaux, cosmétiques et médicinaux, on pourrait impliquer toute une série d'acteurs dans cette nouvelle filière qui serait une signature prestigieuse de l'offre réunionnaise.

J'ai remarqué sur le graphique présenté par M. le directeur de l'INSEE que la courbe de l'emploi agricole était tout en bas mais qu'elle a une pente ascendante sur les deux dernières années. La question de la compétence des salariés de l'agriculture est vraiment déterminante pour la satisfaction des besoins d'emplois des exploitations. Ces besoins sont actuellement très méconnus par l'appareil de formation, je souligne l'initiative de la Maison familiale rurale de Saint- Pierre qui propose un titre de niveau IV en apprentissage pour le monde agricole. J'ai pris deux apprentis tout de suite !

Gérard RANGAMA
Gérant associé de SOLEIL RÉUNION

Je n'aurais jamais pensé être ici devant vous il y a vingt-cinq ans de cela. Il fallait que je fasse mon propre parcours d'insertion. Une partie importante de mon apprentissage a été spontanée, 20 % sont le résultat de formation et 10 % de théorie captée ici et là et en reprenant des études. Ce qui m'a donné envie de faire cela, c'est d'abord ma fierté pour La Réunion. Ma famille vient de l'agriculture, des Hauts, elle est venue s'installer au Chaudron en 1968. J'avais alors beaucoup d'admiration pour les jeunes dont beaucoup voulaient se distinguer dans le sport, la musique, la culture, quelquefois l'économie, mais sans moyens c'était difficile. J'ai donc commencé à travailler sur mes objectifs, ma stratégie. Je me suis inscrit dans une démarche d'expérimentation dans le tissu associatif avec des jeunes. C'était de l'occupationnel, il faut se remettre en cause, tirer les leçons de ses erreurs. Ensuite je suis passé à une entreprise individuelle, une SARL et aujourd'hui une SAS avec des partenaires qui m'accompagnent en termes d'investissement.

Nous fabriquons à partir des produits agricoles de La Réunion des plats cuisinés qu'on retrouve sur le marché local, à l'aéroport, à l'aéroport de Maurice, à Mayotte, en métropole. C'est très important de faire une lecture assez aiguisée du marché et d'équilibrer la trilogie produit, marché et ressources humaines. Nous avons l'ambition de nous ouvrir sur l'océan Indien, l'Europe, la métropole... Pour garantir la croissance nous devons travailler sur les charges, fixes et variables, qui peuvent affaiblir l'entreprise. Nous sommes en Europe avec des coûts importants, nous devons donc nous intégrer différemment sur le marché international avec, pourquoi pas, la vente par correspondance, que nous avons commencée.

L'accompagnement des jeunes est un travail de long terme, nous leur donnons du temps et de l'attention, avec des échanges, du collectif, du management participatif. Les salariés sont estimés à l'égal des actionnaires de l'entreprise. Nous avons accueilli plus de 200 personnes, avec un noyau dur issu de ce parcours d'insertion. La confiance est nécessaire pour qu'il y ait de la créativité, du partage, du progrès et l'envie d'aller de l'avant. Nous mettons beaucoup de moyens dans la formation pour les aider à aller vers l'excellence. J'ai un seuil de tolérance élevé car quand ces jeunes ont une histoire, ils ne sont pas nés rebelles, avec des problèmes ... il faut les accompagner mais avec de la rigueur. L'entreprise est un endroit sacré où on ne fait pas n'importe quoi, il y a de la discipline. Nous recherchons la compétence, en coopérant avec des entreprises de métropole ou d'ailleurs. Notre croissance évolue bien avec un chiffre d'affaires qui progresse mais il y a encore de la rentabilité à aller chercher. J'affronte chaque jour les incertitudes et des experts m'accompagnent. Diriger c'est décider mais, quelquefois, quand on a décidé c'est trop tard et cela peut être fatal.

Je travaille sous le regard d'hommes et de femmes de La Réunion qui m'ont vu grandir. Il y a des possibilités à La Réunion, notre île est comme un miroir brisé et chacun de nous en détient un morceau. Nous sommes destinés à travailler ensemble et à nous entraider.

Question de Sylvie GUILLERY :
Que pourriez-vous dire aux participants pour leur donner envie d'initier des projets ? Dans quelle direction et avec quels objectifs ?

Il y a beaucoup de possibilités à La Réunion : le président de la chambre des métiers a parlé de l'artisanat, Jean-Pierre Avril parle de l'agriculture, le secteur bio est à développer, le secteur touristique nous attend... L'important est de travailler sur soi, de réfléchir et de s'écouter soi-même, de laisser parler son cœur. Etre prêt à laisser surgir la lumière, la créativité par rapport à ce que nous voulons faire. Nous sommes destinés à faire quelque chose sur cette terre réunionnaise, il faut laisser surgir cette envie et tisser autour de soi toute une organisation. Tout le champ des possibles est ouvert. J'ai l'exemple de jeunes autistes arrivés il y a cinq ou dix ans qui font aujourd'hui un travail remarquable, des gens qui ne savaient ni lire ni écrire, des SDF... J'ajoute que le porteur de projet doit avoir de la résilience, se relever après un traumatisme, un choc et prendre à bras le corps sa destinée. Je ne privilégierais pas tel ou tel domaine, chaque personne est porteuse d'une espérance, d'un projet de vie, il faut laisser parler son intérieur et ne pas toujours suivre les conseils car les conseilleurs ne sont pas les payeurs !

Question de l'animateur :
Vous parliez tout à l'heure de travailleurs autistes, comment SOLEIL RÉUNION a-t-il adapté ses structures pour accueillir des travailleurs handicapés ?

Il y a cinq ans de cela notre local était inadapté. J'ai travaillé avec l'ARVISE et les services de prévention de la CGSS, avec la direction du travail. C'était aussi beaucoup d'échanges avec les salariés. Le coût de l'investissement a été chiffré à près de 200 000 € de plus que si j'avais fait un établissement classique, c'était un investissement considérable. L'avenir dira si j'ai eu raison ou tort mais je pense qu'il faut créer les conditions pour accueillir ces gens là, pour qu'ils aient l'envie et la capacité de venir travailler.

Question de l'animateur :
Monsieur Avril, vous nous avez parlé des 6 000 exploitations réunionnaises, Ressentez-vous un besoin des entreprises que vous accompagnez de montée en puissance de vos services de ressources humaines ?

Jean-Pierre AVRIL : Le réseau coopératif permet de traiter ces questions organisationnelles et de management à coté des aspects techniques et de gestion. Le réseau VIVEA cherche actuellement des partenaires et des accompagnateurs pour traiter ce type de questions. Il nous faut aussi faire monter en dimension nos organisations pour traiter ces questions plus efficacement.

Claudie ROBERT, FAFSEA : nous offrons un diagnostic sur trois jours aux TPE/PME, c'est un dispositif cofinancé par la DIECCTE et pris en charge à 100 % les 20 premiers jours qui permet de mettre en place des techniques de RH et des actions de formation cofinancées par l'Etat.

Les secteurs d'activité porteurs d'initia

Les éco-industries

Philippe BEUTIN
Président de TEMERGIE

TEMERGIE est un cluster, c'est-à-dire une « grappe » qui regroupe des entreprises du monde de l'énergie, des grandes et des plus petites, des institutionnels et des collectivités qui s'intéressent à ces thématiques. Un autre outil d'intervention dans ce domaine est la SPL ENERGIE REUNION qui réunit des collectivités publiques.

Notre toile de fond c'est la transition énergétique. Un des objectifs est d'avoir 50 % de renouvelable dans la production électrique en 2020. Un autre objectif est le renforcement de la politique d'efficacité énergétique. La Réunion est déjà à la pointe dans ce domaine, notre expertise est reconnue dans l'océan Indien et s'exporte. Des bureaux d'étude et des entreprises de La Réunion sont positionnés sur les marchés de l'océan Indien, à Maurice en particulier.

Le cluster TEMERGIE rassemble majoritairement des entreprises avec 50 adhérents et 3 000 emplois dans le domaine recherche-développement-innovation. De nombreux grands groupes représentés à La Réunion en font partie comme EDF, ALBIOMA, ENGIE, NAVAL GROUP et beaucoup de PME.

Les fonctions de TEMERGIE sont d'identifier et d'accompagner des projets coopératifs innovants et de rechercher les financements nécessaires, de mettre en relation les partenaires. Il s'agit donc de fonctions d'animation et de pilotage administratif et financier.

L'équipe du cluster est très jeune. La politique est de recruter de jeunes diplômés réunionnais. La plupart ont fait leur cursus universitaire en métropole et reviennent. Ils ont une mission courte pour travailler avec une entreprise et définir le projet. Une fois mûr, le projet passera par les guichets de financement.

On travaille beaucoup sous forme d'atelier, avec les ingénieurs et les diplômés de La Réunion. Les thématiques sont l'énergie renouvelable, les économies d'énergie, les nouvelles technologies comme les réseaux intelligents. Quelques exemples de projets :

✓ Le pilotage des consommations d'énergie dans les hypermarchés. Ce projet appelé SEGA est mené par une PME dénommée THEO. Il s'agit de conseiller les grandes enseignes sur la manière de faire des économies d'énergie via un environnement numérique important. Les qualifications de l'équipe sont de haut niveau, il faut des intervenants qui sachent faire des audits, traiter de l'information avec des outils de pointe et obtenir des résultats immédiats.

✓ L'hydrogène dans les systèmes énergétiques. À Mafate, l'énergie des capteurs photovoltaïques est déjà stockée sous forme d'hydrogène. C'est une première technologique qui a eu lieu à La Réunion.

✓ Le marché de l'autoconsommation. Le projet est de permettre l'autoconsommation de l'énergie produite par les capteurs solaires. L'étude identifie les créneaux, les savoir-faire des entreprises…

✓ M. VIRAPOULE nous parlait avec beaucoup de fougue des énergies marines et nous sommes en lien avec FRANCE ENERGIE MARINE qui est un super cluster au niveau national, coiffant tous les intervenants industriels dans ce domaine. Le rôle de TEMERGIE a été de faire une feuille de route pour définir des projets.

Aujourd'hui, il est beaucoup question dans le monde d'associer l'énergie et le numérique, cela va prendre des dimensions très importantes, c'est une vraie mutation technologique. Déjà des PME réunionnaises installent des antennes qui permettent la transmission de données vers des plateformes logicielles qui vont traiter l'information. C'est un domaine où il va falloir investir et recruter un personnel très qualifié.

Chloé FRANCOMME
Chargée de mission GREEN

Le Cluster GREEN – Groupement Régional des Entreprises Engagées pour l'Environnement - a été créé en 2011 par le SICR - Syndicat de l'Importation et du Commerce de La Réunion - avec l'ambition d'offrir à ses adhérents plus de visibilité, plus de croissance en développant un réseau d'acteurs performants.

Le Cluster et ses membres portent actuellement deux projets phares :

* Le Forum Régional, un outil de promotion des éco-entreprises. Cet événement est organisé tous les deux ans, la prochaine édition étant prévue en septembre-octobre 2018. Véritable outil de promotion des éco-entreprises réunionnaises dans la zone OI, ce forum a pour objectif de permettre aux participants d'accroître leur notoriété, de nouer de nouveaux partenariats et d'accéder à de nouveaux marchés.

* Le Label Régional RSE-QVT, un outil de valorisation des entreprises financé par la DIECCTE, l'ANACT et OPCALIA. Son principal objectif est d'accompagner les entreprises locales dans une démarche d'efficience et de replacer l'humain au centre de leurs préoccupations. Le Label Régional RSE-QVT décline le référentiel ISO 26000 au travers des spécificités régionales et est accessible à toute structure, quelque soit sa taille ou son secteur d'activité.

Ces deux outils permettent de créer de la valeur au niveau économique, social et environnemental. Nous nous inscrivons dans l'économie circulaire : « un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens ou services) vise à augmenter l'efficacité des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement ». Cette économie s'appuie sur sept piliers : approvisionnement durable, éco-conception, écologie industrielle et territoriale, économie de la fonctionnalité, consommation responsable, allongement de la durée d'usage et recyclage répartis en trois champs : l'offre des acteurs économiques, la demande et le comportement des consommateurs et la gestion des déchets. Cette économie ne se limite pas à un concept mais est réellement mise en application par chaque acteur. Autrement dit, tout le monde fait de l'économie circulaire : quand vous revendez en ligne un objet dont vous n'avez plus besoin, vous faites de l'économie circulaire.

L'économie circulaire permet la création d'emplois, directs et indirects. Il est cependant difficile d'évaluer globalement l'étendue de son impact. Un des trois champs reste toutefois mesurable, celui de la gestion des déchets. Ainsi, dans sa « Note emploi formation de la filière déchets », le Carif-Oref recensait, à La Réunion, en 2015, 2 908 salariés dans le secteur privé pour la collecte des déchets, le traitement des eaux usées, le négoce, la récupération, la réparation et le traitement et élimination des déchets. Dans le secteur public, en 2010, ce n'est pas moins de 520 emplois qui ont été comptabilisés, dont 164 comme agents de déchetterie. Les métiers d'exécution s'élevaient quant à eux en 2013 à 714 emplois. En comparaison, au niveau national en 2011, il y avait 600 000 emplois dans le périmètre de l'économie circulaire.

Ce qu'il faut retenir c'est que l'économie circulaire est une source d'innovation, d'entrepreneuriat et d'emplois de proximité. En plus de préserver l'environnement, elle représente un vivier d'emplois pour lutter contre le chômage élevé à La Réunion.

tives territoriales pour l'emploi

Les services à la personne

David OLLIVIER
Directeur délégué à l'action sociale de la CAF

Pour resituer la CAF dans son contexte économique, il faut rappeler qu'elle gère 250 000 allocataires et concerne environ 600 000 personnes, soit environ les 2/3 de la population réunionnaise. La CAF mène une politique active d'action sociale dans différents domaines : la petite enfance, la jeunesse, le soutien à la parentalité ainsi que le logement, la cohésion sociale, l'animation locale.

Nous avons lancé cette semaine la première édition de la semaine de la petite enfance autour de la thématique de l'art et de la culture. C'est l'occasion d'expérimenter une démarche partenariale dans le cadre d'une nouvelle méthode de gouvernance. Avec le schéma départemental des services aux familles, le lien a été fait avec la DIECTE et les collectivités pour mutualiser nos ressources financières et humaines. Ainsi, nous avons pu faire intervenir la DIECCTE, AGEFOS PME, UNIFORMATION, le CNFPT et la DAC OI pour former 70 professionnels de la petite enfance - directeurs et animateurs de crèche au développement des activités liées à l'art et la culture au sein des structures d'accueil. C'est une nouveauté !

Au cours des quatre dernières années plus de 1 500 nouvelles places d'accueil du jeune enfant ont été créées. Cela a entrainé la création d'environ 500 emplois directs, sans compter tous les emplois liés à la construction des crèches... Nous avons travaillé avec Pôle-emploi pour faciliter les démarches d'insertion professionnelle. Nous participons ainsi à la démarche nationale « Ma cigogne.fr » qui permet aux structures d'accueil qui ont des places disponibles de le faire savoir et aux parents demandeurs d'emploi de trouver plus facilement une garde d'enfants. Nous travaillons aussi à la labellisation d'une dizaine de crèches à vocation d'insertion professionnelle où la priorité sera donnée aux personnes en recherche d'emploi ou en formation.

Nos dépenses n'ont pas augmenté mais les effets produits ont été largement supérieurs, grâce au partenariat et à la mise en commun des ressources. Au-delà de l'aspect financier il y a une envie de travailler ensemble, de se retrouver régulièrement. C'est très motivant.

Jean-Hugues GRONDIN
Président Directeur Général de la SCOPAD

Chaque intervenant a déjà dit les mots qui nous lient, le mot ensemble, le mot groupement, le mot humain, le mot partage, le mot résilience.

En ce qui me concerne, je retiens « résilience », j'ai eu un choc en 2009 lors d'une grosse disparition avant de créer cette coopérative d'aide à domicile. Pourquoi une coopérative ? Parce qu'on avait déjà essuyé les plâtres avec les statuts de différentes associations. On a voulu mettre en place un partage de compétences. Nous sommes 12 associés fondateurs et le travail a commencé en août 2010. La coopérative représente aujourd'hui un peu moins de 600 personnes (582 sur la paye d'octobre). Elle est née sous de bons auspices car de bons partenaires étaient là au bon moment, à la CRESS, à la CCI, à la DIECCTE au Département.... Ensuite c'est le travail, la proximité, les valeurs que nous partageons tous les jours avec notre personnel et nos bénéficiaires. Je vais partir dans quelques années et le projet est de préparer la relève en faisant monter les compétences.

Le personnel est à 99 % composé de femmes et une trentaine sont actuellement en congé de maternité, l'idée est donc venue de créer une crèche d'entreprise.

Avec six entreprises similaires nous avons créé un groupement d'employeurs qui a déjà créé 14 emplois. L'expérimentation va être soumise à notre conseil d'administration pour la pérenniser.

Au niveau du tourisme nous sommes aussi sur une expérimentation appelée « Bienvenue à bord ». L'idée est de regrouper des plaisanciers qui ont leurs bateaux sur le port pour mettre leurs cabines à disposition des personnes de passage comme les cadres et commerciaux en mission. Cela suppléerait au manque d'hôtel au Port et des prestations pourraient être proposées comme des sorties en mer.

Le deuxième projet est de créer des binômes entre une personne qui a vécu un traumatisme et un professionnel de la santé qui seront formés pendant à peu près 18 mois et iront visiter les personnes en difficulté pour éviter l'hospitalisation.

Toutes ces petites initiatives peuvent aboutir à quelque chose de faramineux, cela coûte en temps et en investissement mais le résultat attendu en vaut la peine.

Les comptoirs

Comptoir des transitions

Animé par

Jérôme BLONDIN

DIECCTE de La Réunion

Annaëlle PONY

G-YLab

Appui aux entreprises, à la gestion des âges, la qualité de vie au travail et aux mutations économiques, appui au Plan sénior.

Le conseil extérieur que fournit l'ARVISE, avec le réseau de consultants qu'elle anime, vise à permettre une meilleure prise en compte des questions que soulèvent la gestion des âges de la population au travail, la qualité de vie au travail au sens de l'Accord National Interprofessionnel de juin 2013 et les mutations économiques auxquelles l'entreprise doit faire face. Il s'agit d'envisager pour l'ARVISE avec les acteurs de l'entreprise, les questions RH de manière globale en décloisonnant les problématiques RH et en outillant efficacement les acteurs en faisant faire et en accompagnant dans la recherche de solutions. L'ARVISE conduit l'accompagnement des entreprises avec un réseau de consultants formés et référencés sous l'égide de la DIECCTE de La Réunion. Pour l'action sur les seniors, le partenariat est plus large avec les organisations patronales et syndicales de salariés. Les entreprises de moins de 250 salariés sont ciblées.

Arvise
Association Réunionnaise pour la Valorisation des Initiatives Socio-Economiques

Gilbert LA PORTE

Troisièmeligne

Priscilla Pillard

L'atelier innovant de recherche d'emploi

Appui et accompagnement des jeunes mères isolées des quartiers prioritaires de la ville du Port.

« L'atelier innovant recherche d'emploi » s'adresse à de jeunes mères isolées des quartiers prioritaires de la ville du Port. Organisé en 5 demi-journées sur 4 semaines, il a pour objectifs de préparer les candidates aux exigences du monde professionnel, de les outiller dans leur prospection d'emploi, de les familiariser aux outils numériques et d'opérer une première mise en réseau avec les entreprises. Les 5 modules proposés portent déjà sur un travail personnel d'identification de ses compétences et motivations et des exercices pour développer son aisance orale mais permettent également la rencontre avec des entreprises et les outils numériques avec la réalisation de fiches métiers vidéo en entreprise, d'un CV vidéo et une formation à la prospection en ligne.

Cyberun
Innovation et tradition

Priscilla DIJOUX

CitésLab

Sensibiliser, promouvoir et susciter l'esprit d'entreprise

Sensibiliser, promouvoir et susciter l'esprit d'entreprise auprès de tous, et plus particulièrement auprès des publics issus de quartiers politique de la ville. Une offre et un service complets et adaptés sont proposés pour détecter les porteurs potentiels de projets, les accompagner dans l'amorçage des projets puis les orienter vers des structures partenaires.

Maison de l'Emploi du nord de la Réunion
CINOR • Saint-Denis • Sainte-Marie • Sainte-Suzanne

Raphael SERRIER

Julien COUTIEN

Le Jardin de cocagne

Atelier chantier d'insertion permanent dont l'activité est une exploitation maraichère biologique.

L'ALIE développe des supports innovants, valorisants pour des salariés en insertion et qui contribuent au développement du territoire, en prenant en compte des enjeux économiques et sociétaux. Le Jardin de Cocagne de Saint-Bernard est un Atelier Chantier d'Insertion (ACI) permanent dont l'activité est une exploitation maraîchère biologique. Les légumes sont produits et commercialisés sous forme de panier auprès d'un réseau d'adhérents-consommateurs. Ce dispositif permet aux personnes éloignées de l'emploi, en difficulté d'insertion sociale et professionnelle de retrouver un travail et de (re) construire un projet personnel et professionnel grâce à un accompagnement socio-professionnel. Les salariés en insertion acquièrent, par la formation sur le chantier d'insertion, des compétences techniques et métier sur le maraîchage biologique et obtiennent un CAP Agriculture des régions chaudes option Agriculture Biologique. 100 salariés sont accompagnés et le taux de retour à l'emploi à l'issue du contrat en insertion est de 37%.

Alie Plie
Association locale d'insertion par l'économique

Sarah LAVINA

epl saint-paul

Gwenael BARC

Ti-Tang-Recup

Collecter, trier, réemployer, transformer et réexporter des textiles, linge de maison et chaussures (TLC)

Ce projet consiste à collecter, trier, réemployer, exporter et transformer les TLC usagés sur l'île de La Réunion et éviter ainsi que plus de 4000 tonnes de TLC soient enfouies chaque année sur l'île. Il s'agit par ailleurs de créer des emplois accessibles aux demandeurs d'emploi de longue durée et en difficultés d'insertion socioprofessionnelle et de donner la possibilité aux plus démunis d'accéder à des biens d'équipement à un prix modeste par des ventes périodiques au kilo. Aucune qualification spécifique n'est requise pour les salariés en insertion et ce contrat permet de les former à de nouveaux métiers. Un projet individuel de formation est défini pour chaque salarié, qui se déroule en interne ou en dehors de l'ACI. Le projet a donné lieu à la création de 2 ACI, qui compte 70 emplois en CCDI et 15 emplois permanents.

Jean-Pierre UTZERI

Véloce

Expérimentation d'une offre de mobilité durable au sein d'un Atelier Chantier d'Insertion

Le projet Véloce vise l'expérimentation d'une offre de mobilité durable au service des associations, collectivités, entreprises et particuliers en leur proposant une solution clé en main de location du premier triporteur photovoltaïque autonome électriquement et produit localement, cela, grâce au support de l'Atelier Chantier d'Insertion. Le projet est le fruit d'une collaboration entre l'ALIE, spécialisé dans l'insertion par l'activité économique et la jeune entreprise Innovante WELLO, qui développe le prototype du véhicule cycle à énergie solaire. Le cycle, assemblé au sein d'un Atelier Chantier d'Insertion, favorisera l'inclusion sociale de personnes éloignées de l'emploi, avec comme support une activité économique valorisante et répondant à des enjeux fort sur le territoire de La Réunion. La 1ère phase de lancement a permis d'accompagner 15 personnes éloignées de l'emploi avec un très faible niveau de qualification dans un parcours d'insertion.

Sarah LAVINA

Comité stratégique de filière régionale numérique

Fédérer les acteurs locaux et créer une convergence entre les orientations nationales et régionales.

A l'initiative de la DIECCTE de La Réunion, il s'agit de fédérer les acteurs locaux autour des défis de la transformation numérique du territoire et de créer une convergence entre les orientations nationales et régionales. Les pouvoirs publics, des professionnels du secteur et des représentants des salariés se sont ainsi regroupés depuis 2016 au sein du CSFR et ont formalisé une feuille de route commune pour structurer la filière numérique, favoriser l'émergence de projets innovants et accompagner la montée en compétences de la population. Le plan d'action, élaboré sur un mode collaboratif et décliné en partenariat avec l'Arvise, Digital Réunion et les partenaires sociaux, touche en effet tant le volet emploi-formation que l'attractivité et le développement économique.

Jérome BLONDIN

Antoine NOIRBUSSON

Ateliers numériques

S'initier et se perfectionner aux nouvelles technologies.

Des espaces ouverts, accessibles à la population. Des accompagnements individuels et collectifs sont aussi proposés. Les ateliers collectifs consistent à accueillir un groupe d'usagers d'un niveau homogène dans le cadre d'un accompagnement pédagogique structuré en 8 ateliers, afin d'aborder un aspect particulier des nouvelles technologies (découverte de l'ordinateur, découverte de l'internet, utilisation de traitement de texte,...).

Jean-Fred NANIN

Switch Numérik

Espace dédié au développement des connectivités en faveur de l'inclusion économique, sociale et citoyenne, en quartier prioritaire

Switch Numérik est un espace dédié au développement des connectivités en faveur de l'inclusion économique, sociale et citoyenne, en quartier prioritaire. Les habitant.e.s peuvent bénéficier des ateliers de réparation de téléphonie et d'informatique, des permanences d'assistance numérique, des formations aux usages numériques pour les seniors, des ateliers d'initiation à la programmation destinés aux plus jeunes... Dans la perspective d'inclure tous les acteurs, des produits et services seront également proposés aux entreprises de l'ESS, aux TPE et aux associations locales pour contribuer à leur « transition numérique », réduire les déchets ultimes et favoriser le réemploi. Cette offre inclue notamment des ateliers pour favoriser l'acculturation au numérique, l'accompagnement à la maîtrise d'outils digitaux, des prestations de production de site web et le reconditionnement de smartphones. Cette logique de parcours vers l'excellence numérique est actuellement expérimentée avec trois partenaires ; la SIDR, la mairie de Saint-Denis et l'association ADRIE.

Farid HUMBLOT

Les comptoirs

Comptoir insertion-réinsertion

Animé par

Sylvie SAM-LONG

DIECCTE de La Réunion

Vincent CHEVRIER

AMNYOS Groupe

Déclics sportifs

Programme innovant pour décloisonner le monde économique, associatif et social et favoriser la rencontre entre les jeunes et les employeurs, grâce au sport

La mission locale Sud a été sollicitée par l'Agence pour l'Education par le Sport (APELS) pour décliner à La Réunion le programme innovant « Déclics sportifs » qui vise à insérer des « jeunes talents » issus du milieu sportif en entreprises. Une plateforme est créée entre des entreprises, des associations de quartiers labellisées pour leurs actions d'éducation et/ou d'insertion par le sport et l'APELS. Le sport est utilisé comme mode de sourcing des jeunes. Le programme permet de décloisonner le monde économique, associatif et social et favorise la rencontre entre les jeunes et les employeurs. La méthode se décline ainsi : détection des jeunes dans les clubs, formation de 4 semaines sur les codes, postures et savoirs être et intégration en entreprise.

MISSION LOCALE SUD Réunion

Fred AVRIL

Entreprise Adaptée Bel'Anse

Production de barquettes de fruits exclusivement à partir de produits locaux

A l'initiative de l'association BIOTOPE, le projet « BIOTOPE SAVEURS » a été retenu par le comité de sélection de l'incubateur (Technopole de La Réunion) qui a permis un accompagnement de deux ans allant de la conception technico-économique jusqu'à la commercialisation et la promotion des nouveaux produits.

Aux activités de production de barquettes de fruits produites exclusivement à partir de produits locaux, un restaurant sera très prochainement ouvert, devant permettre la création de nouveaux emplois.

Bel'Anse Biotope Saveurs

Jean-Pierre LALLEMAND

Les audacieux : Passer de l'envie au projet

Opération en faveur de l'esprit d'entreprendre visant à détecter, sélectionner et accompagner des porteurs de projet

Le MEDEF Réunion a lancé fin 2015 une opération innovante en faveur de l'emploi et de l'envie d'entreprendre : « Passer de l'envie au projet », en partenariat avec de nombreux acteurs (Association pour le Droit à l'Initiative Économique, Caisse Réunionnaise de Retraites Complémentaires, CRR, CIREST, Initiative Réunion Entreprendre, Maison de l'Emploi du Nord, mission locale nord, Pôle emploi, Reu. SIT, 4 Rotary Clubs). L'action consiste en la détection, la sélection et l'accompagnement de porteurs de projet pendant 5 mois, pour les aider à mûrir leur projet jusqu'à sa concrétisation. Des modules de développement personnel et de gestation de projet sont dispensés, puis les porteurs bénéficient d'un accompagnement personnalisé et individualisé par le MEDEF. A l'issue des 5 mois, les porteurs peuvent pendant 2 ans recevoir un appui-conseil des 4 Rotary. 3 entreprises ont été créées à l'issue de la 1ère vague d'accompagnement.

MEDEF Réunion

Didier FAUCHARD

PréKap'R

Sécuriser le parcours des apprentis en situation de handicap

Le PreKap'R est un dispositif expérimental d'accompagnement renforcé de l'alternance dont la mise en œuvre comporte différentes modalités d'appui modulées selon le profil de chaque apprenti en situation de handicap. Plus généralement, le PreKap'R concerne toute personne en situation de handicap souhaitant entrer en alternance ou apprentissage, qu'elle soit en recherche d'un emploi et/ou vise un diplôme, ou même en reconversion professionnelle. L'entrée dans le dispositif PreKap'R commence avec la préparation au jobdating, premier accompagnement apporté à tout Réunionnais en situation de handicap par l'ensemble des partenaires impliqués. Dès lors que le contrat est signé, le PreKap'R est amené à prendre des formes diverses : poursuite temporaire de l'accompagnement renforcé de l'apprenti et de l'employeur par les partenaires de la préparation du jobdating, accompagnement

renforcé par un référent de parcours pour les personnes issues d'ESAT, accompagnement pédagogique fort ou modulé pour un certain nombre d'apprentis qui en auraient besoin, accompagnement renforcé à la suite du diplôme si nécessaire par les opérateurs dédiés (anticipation de la recherche d'emploi)...

agefiph — Christophe CASTAGNET

ALEFPA — Karine MOUNIEN

Intégration d'emplois d'avenir dans la démarche Contrôle-Médiation-Sûreté au sein de Transdev Services Réunion

Ce projet a été mené dans le cadre de la nouvelle délégation de service public Car Jaune, réseau interurbain de La Réunion en décembre 2014. Afin de lutter contre l'insécurité et la fraude au sein des transports publics, la démarche CMS repose sur les principes de coordination des actions de « Contrôle – Médiation – Sûreté » et donc des corps de métiers suivants : les contrôleurs, les agents de médiation ou accompagnateurs, des agents de sûreté et les forces de l'ordre. Dans ce cadre, 24 emplois d'avenir ont été recrutés sur le poste d'agent de médiation pour une durée de 3 ans avec les missions locales. Ces jeunes ont suivi une POE (Préparation Opérationnelle à l'Embauche) et une formation pour acquérir le Titre AMIS (TP) (Agent/Médiation/Information/Service). Ils ont par ailleurs bénéficié d'une formation continue aux méthodes CMS, cadre légal, techniques opérationnelles, tarification, assermentation/agrément.

transdev INVENTONS VOTRE MOBILITÉ — Mourad BOUROUAHA

De « Ma crèche partenaire » à « Macigogne.fr »

Permettre aux parents demandeurs d'emploi de trouver une place de garde d'enfant pour réaliser leurs démarches de recherche d'emploi

Dans son projet stratégique, Pôle Emploi s'engage à faire plus pour les personnes les plus en difficulté et à les accompagner dans une démarche globale de construction de leur projet professionnel. Pour lever un certain nombre de « freins périphériques » à l'emploi, Pôle Emploi travaille avec les acteurs qui interviennent sur ces différents champs.
En matière d'aide à la garde d'enfant, Pôle Emploi et la CNAF ont collaboré pour apporter une réponse aux besoins de gardes ponctuelles des parents demandeurs d'emploi.

pôle emploi — Mohamed PATEL, Jean-Jacques CARTAYE, Valérie REBOULLEAU

ALLOCATIONS FAMILIALES Caf de La Réunion — Lynda LEON-FOUN-LIN

Coopérative d'activité et d'emploi

Permettre aux entrepreneurs individuels de démarrer leurs activités

Il y a ceux qui sont à la recherche d'un contrat de travail, ceux qui ont la détermination de créer leur entreprise et puis, il y a tous les autres. Energies Alternatives et Dynamiques Services, coopératives d'activité et d'emploi, sont une plateforme pour accueillir « ces autres » qui revendiquent leur motivation. Son modèle coopératif, son ancrage dans l'économie sociale et solidaire et son accompagnement dans la durée leur offrent un environnement unique leur permettant de développer en toute quiétude leur activité individuellement et collectivement ainsi que de mutualiser les moyens techniques et humains. Le statut d'entrepreneur, inscrit au code du travail, leur permet de bénéficier des avantages du statut de salarié tout en ayant une démarche entrepreneuriale. Aujourd'hui, plus de 150 entrepreneurs salariés interviennent dans les domaines des services aux entreprises, des services à la personne, du bien-être, de l'artisanat, de l'art et culture, de la formation et du BTP. »

Energies alternatives Ile de la Réunion — Gilles BOURGIN

pôle emploi — Jenny WONG-PIN

Declicc pour l'emploi

C'est dans le cadre du Programme Opérationnel National pour la mise en œuvre des Initiatives pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) qu'AGEFOS PME Réunion a proposé son projet Déclicc pour l'Emploi.
Pour accompagner vers et dans l'emploi, les jeunes de moins de 26 ans ayant quitté le système scolaire précocement ou ayant des difficultés à accéder à l'emploi, AGEFOS PME Réunion a mis en place des actions de formation à chaque étape du retour à l'emploi : un positionnement du jeune, module de savoir-être en milieu professionnel, un module de savoir-faire par l'acquisition des outils informatiques, l'organisation du travail et le prévention des risques professionnels et enfin un module de savoirs de base (lire, écrire, compter).
L'aspect innovant du projet repose sur la sélection des jeunes : détenus en semi liberté, jeunes issus des territoires enclavés des hauts de l'île.
Un bilan réussi avec 830 parcours engagés dont 777 réalisés sur tout le territoire réunionnais.

AGEFOS PME — Florence KHODORA

Les comptoirs

Comptoir des services aux entreprises

Animé par

Dorothée BAREL

DIECCTE de La Réunion

Jacques de PALMAS

AMNYOS Groupe

Charte en faveur de l'emploi

9 entreprises s'engagent pour le développement de l'emploi à La Réunion

La DIECCTE, Pôle Emploi et neuf entreprises se sont engagés à travers la signature d'une « Charte en faveur de l'emploi à La Réunion » dans une démarche d'expérimentation inédite, visant à anticiper les besoins en emplois et en compétences des entreprises, fluidifier le marché du travail, insérer durablement en emploi les demandeurs d'emploi et sécuriser les parcours des salariés par le développement des compétences en vue d'accéder à des postes d'encadrement ou à responsabilité.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA RÉGION RÉUNION

Dorothée BAREL

E.Leclerc

Carole MENAGER

Pascal THIAW-KINE

MISSION LOCALE SUD Réunion

Aldric BOYER

Informer, accompagner et financer les entreprises

Deux initiatives du Conseil régional pour le développement des activités, des entreprises et de l'emploi à La Réunion

I : Une visibilité accrue des services aux entreprises.
Il existe plus de 120 dispositifs d'aides publiques mobilisables sur notre territoire de La Réunion. Une offre riche mais peu lisible et dont la complexité devient un obstacle au développement économique du territoire. La mise en place d'un outil ergonomique de tri, ainsi qu'un accompagnement physique de proximité, permet maintenant un suivi personnalisé des porteurs de projets.
II : Une accélération des projets en phase de création, développement et transmission d'entreprises. Des TPE PME sous capitalisées, des difficultés d'accès aux crédits, des garanties difficiles à mobiliser, sont autant de frein au développement économique.
Le déploiement de nouveaux outils financiers sur notre territoire, va permettre de libérer les entreprises et les énergies, de faciliter le montage et la réalisation de projets.
Mobiliser 75M€ de dotations dans les instruments financiers, c'est par effet de levier, 1 demi-milliard injecté dans l'économie locale.

REGION REUNION
www.regionreunion.com

Jean-Pierre LEGRAS

SBA : Stratégie du bon achat

Première association créée en 2016 à La Réunion autour des enjeux de l'achat public

SBA Réunion est la première association créée en 2016 à La Réunion par des professionnels autour des enjeux de l'achat public. Au sein de cette association, il s'agit de favoriser la rencontre entre la demande émanant des acheteurs publics (collectivités locales, administrations, organismes parapublics) et l'offre du tissu économique local (TPE et PME) pour que la commande publique bénéficie aux TPE et PME locales. SBA compte parmi ses membres 14 organisations patronales, 13 collectivités signataires et 4 opérateurs publics. A travers la signature d'une convention, l'acheteur public prend un certain nombre d'engagements sur la qualité de sa stratégie d'achat : dialoguer et se connaître mutuellement, préparer les entreprises, dimensionner administrativement les marchés et alléger la trésorerie des entreprises et valoriser les savoir-faire locaux par la commande publique au bénéfice du territoire. 13 conventions ont été signées par des collectivités à ce jour et concernent 24 communes.

cpme LA RÉUNION — Bruno MILLOT

Accompagnement et valorisation du secteur de la boucherie - charcuterie – traiteur

Le secteur de la BCT porte des projets forts à La Réunion comme la valorisation en AOP de produits de fabrication locale, la valorisation des entreprises locales. Pour répondre à ces enjeux, le secteur doit se professionnaliser et susciter des vocations. Les professionnels du secteur et des acteurs de l'emploi – formation (SMBCT, DIECCTE, AGEFOS PME, SPEP, Pôle Emploi, Missions locales et ARML, LADOM) se sont mobilisés autour de trois objectifs prioritaires: former les salariés du secteur, valoriser les métiers de la BCT et répondre aux besoins croissants de recrutement. Cette collaboration a permis d'élaborer et de mettre en place un plan de formation « hygiène et sécurité alimentaire », divers supports de communication pour valoriser la filière et un parcours de formation s'adressant aux demandeurs d'emploi : une POEC « Vente en BCT ».

SMBCT — Didier MAZEAU

AGEFOS PME — Sylvie PARIES

C. form agir ensemble — Marie-Laure MORERE

IQA – Identifier, qualifier les besoins et accompagner les entreprises

Les appuis de la DIECCTE au développement de l'emploi

La démarche, en partenariat avec la DEAL, la DSAC OI, la DAAF et les réseaux existants, vise à décloisonner les problématiques pour apporter une réponse adaptée et globale aux entreprises (RH, export, recherche innovation). Les entreprises visées sont les PME de moins de 50 salariés ne disposant pas de service RH, les TPE, ainsi que les entreprises de moins de 250 salariés n'appartenant pas à un groupe de 250 salariés ou plus. Des listings d'entreprises qualifiées ont été réalisés pour ces trois secteurs et les accompagnements sont en cours.
La DIECCTE, en partenariat avec le Conseil régional et les organisations professionnelles, s'implique aussi très fortement dans la mise en œuvre des accords-cadres et contrats d'objectifs, notamment dans les secteurs de l'optique, des transports-logistique, de la propreté et prochainement dans le secteur de la petite-enfance.

Liberté • Égalité • Fraternité — RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — PRÉFET DE LA RÉGION RÉUNION — Dorothée BAREL

FRIGOR SERVICE RÉUNION Depuis 1971 — Guilaume ADAM

Avéliance Conseil — Véronique LAGREZE

GTFOI Groupement des Transporteurs Frigorifiques de l'Océan Indien — Hervé DUPONT

Arvise Association Réunionnaise pour la Valorisation des Initiatives Socio-Economiques — Gilbert LA PORTE

SOR SYNDICAT DES OPTICIENS RÉUNIONNAIS — Olivier FOLIO, Bastien LAUMONIER

Le Guide du projet territo

Chantal CARITEY
DGEFP

Comme je vous l'ai dit ce matin, la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) organise depuis 2014, pour le compte du ministère du Travail une journée des initiatives territoriales (JITE). Depuis 4 ans, nous avons ainsi pu mettre en avant les démarches engagées de façon partenariale sur les différents territoires.

Nous nous sommes interrogés pour que ces journées apportent une vraie valeur ajoutée aux acteurs de terrain et aux porteurs de projet. En 2016, nous avons organisé en parallèle de la JITE deux ateliers pour décortiquer la méthodologie de projet : ils ont été l'occasion d'échanger sur les conditions de réussite des projets, la constitution du partenariat, l'analyse des enjeux, l'évaluation…L'objectif était de capitaliser sur les démarches territoriales en présentant les acquis des réalisations à destination de l'ensemble des acteurs, pour ainsi les outiller en leur proposant des éléments de méthode illustrés de conseils pratiques et d'exemples concrets et variés.

C'est ce que nous avons concrétisé dans un guide qui a été présenté lors de la JITE 2017 qui est la première brique d'une boîte à outils destinée à faciliter l'émergence et la mise en œuvre de démarches territoriales.

Alors quels objectifs pour cet ouvrage ?

Tout d'abord c'est un ouvrage collectif qui a été réalisé par la DGEFP avec l'appui du cabinet Semaphores et qui a réuni autour de la table aussi bien des représentants de grands réseaux nationaux, d'autres services de l'Etat, d'opérateurs du service public de l'emploi (SPE) dans les territoires, d'associations, d'acteurs de l'économie et de l'emploi, de porteurs de projets…

Il résulte de la volonté commune de mieux identifier les étapes d'un projet, les questions incontournables à traiter et de proposer des éléments de réponse. L'objectif est de sécuriser en apportant des clés qui permettront de rendre plus efficientes les initiatives territoriales.

Il a également vocation à donner envie à de nouveaux porteurs de projet de se lancer dans la démarche.

Quelles modalités de travail participatif ?

Le guide est avant tout le résultat d'un travail collectif.

Il a été élaboré dans le cadre de plusieurs groupes de travail :
- Au niveau national avec des représentants de têtes de réseaux et de services de l'Etat
- Au niveau des territoires avec l'implication de 3 DIRECCTE :
  - Un groupe de travail en Hauts de France avec des acteurs de l'économie et de l'emploi et des porteurs de projet pour une réflexion en amont sur les éléments de méthode et la mise en valeur de témoignages ;
  - Des interviews à chaud, réalisés par les consultants de Sémaphores, de participants de divers horizons lors de la JITE de Bretagne ;
  - Un groupe de travail pour réagir sur le projet de guide et contribuer à son enrichissement mis en place en Auvergne Rhône Alpes.

Comment est-il constitué ?

On a volontairement adopté une structuration qui permette à chacun de s'y retrouver quel que soit le temps du projet. Rien n'oblige à dérouler le guide du début à la fin. On peut s'y référer aussi bien en amont que pendant le déroulement de la démarche ou dans la réflexion sur l'essaimage par exemple.

La vie du projet a été découpée en 3 phases, réparties en 12 étapes clés.

rial pour l'emploi

A l'intérieur de chaque étape on retrouve les mêmes items pour guider la réflexion :

- leviers ;
- outils ;
- méthodes ;
- facteurs clés de succès ;
- risques.

Le plus souvent possible, les propositions de réponses qui ne sont que des pistes et qui ne sauraient être exhaustives, sont illustrées par des exemples de projets et des témoignages de porteurs de projet.

Vous pouvez télécharger le guide en ligne à l'adresse suivante
http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/ite-guidecomplet.pdf

Je vous conseille d'aller voir l'ensemble de la rubrique « Initiatives territoriales pour l'emploi » sur le site du ministère :
http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/developpement-de-l-emploi/ite/

Vous y trouverez une vidéo de présentation de Carine Chevrier, les éléments relatifs aux journées des initiatives territoriales (photos, recueil des projets de 2014 à 2017), le guide du projet territorial ainsi que d'autres documents ressources et enfin des actus des initiatives (articles et vidéos) que nous complétons régulièrement par de nouveaux reportages. Vous y trouverez également début 2018 une vidéo sur le pilotage de projet qui pourra être également reprise si vous le souhaitez.

Les exemples cités dans le guide seront amenés à évoluer en intégrant notamment des projets présentés en juillet 2017. Un groupe utilisateurs devrait être constitué début 2018.

Bonne utilisation et j'attends vos retours.

*

** L'utilisation ou la diffusion de ces dessins en dehors de la valorisation de la JITE 2017 est strictement interdite.*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION

Journée des initiatives territoriales pour l'emploi

Actes du séminaire du 23 novembre 2017

Parc des expositions et
des congrès de Saint-Denis

Organisé par la Direction des
Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du Travail et
de l'Emploi de La Réunion
(DIECCTE)

Préparation et animation de la journée :
François de Lavergne, Vincent Chevrier, Jacques de Palmas

amnyos
groupe